

Les Canadiens français de Rivière-la-Paix

Gilles Boileau

Volume 8, numéro 3, mars 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/11210ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)

1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boileau, G. (2003). Les Canadiens français de Rivière-la-Paix. *Histoire Québec*, 8(3), 19–26.

Les Canadiens français de Rivière-la-Paix

PAR GILLES BOILEAU, géographe

C'est en 1957 que je suis allé dans la région de Rivière-la-Paix pour la première fois. J'y allais pour «découvrir» la région et y recueillir les données nécessaires à la rédaction d'une thèse de doctorat. J'y ai surtout fait la connaissance d'une population dynamique, chaleureuse, attachante et pleine d'idéal. C'est cette enclave canadienne-française du nord de l'Alberta que je vous présente sommairement dans les pages qui suivent. On y découvrira rapidement le territoire mais surtout ceux qui l'habitent. Est-il besoin d'ajouter que c'est le Québec qui a fourni cette «race» de pionniers.

Dans cet immense pays qui va du Labrador et de Terre-Neuve au Klondyke, la place et le rôle des Canadiens français ne cessent de diminuer au fil des ans. Leur présence à l'extérieur du Québec est de moins en moins perceptible. Et quand ils arrivent à se maintenir sur des espaces de plus en plus réduits, c'est au prix d'efforts sans cesse plus nombreux et plus exigeants. Nous en prenons comme exemple la communauté francophone de Rivière-la-Paix, au nord de l'Alberta.

L'assimilation «c'est la vie»

En y ajoutant un répétitif «*que voulez-vous!*», chacun comprendrait qu'une telle déclaration ne pouvait venir que de la profonde sagesse du Premier ministre de la Confédération canadienne. Dans le *Devoir* du 28 août 1999, Jean Chrétien, à l'occasion du sommet francophone de Moncton, jetait un regard de satisfaction béate et condescendant sur la situation des minorités francophones hors Québec. Voici quelques extraits tirés du journal...

«...Le premier ministre du Canada... s'il voit dans l'assimilation des francophones un phénomène naturel, il se réjouit des progrès du français au Canada depuis un quart de siècle. L'assimilation, c'est la réa-



Philippe Lavoie est venu d'Albanel à Saint-Isidore. Quand cette photo fut prise, en 1986, il possédait en société avec ses garçons, 400 vaches et 8000 acres de terre. Photo : Gilles Boileau

lité de la vie, dit-il. Dans un sens, il y en a qui n'y croient pas, alors ils lâchent. C'est arrivé à la religion catholique un peu. Alors c'est des choses qui arrivent. Par contre, ajoute-t-il, il y a de nouveaux adeptes qui entrent. Et il y a tout de même sept mil-

lions de francophones au Canada, dont un million hors Québec, ce n'est pas banal. Et on me dit qu'il y a deux millions de Canadiens anglophones qui utilisent de façon journalière la langue française. Ça n'existait pas il y a 25 ans. C'est l'évolution. Il y a des hauts et des bas».

Le discours du Premier ministre est englobant, réducteur, trompeur et insidieux. Bien sûr, il y avait au recensement de 2001 près d'un million de «francophones» hors Québec. Mais cet espace francophone extra-québécois est un espace réduit. En vérité, lors du dernier recensement canadien, 953 000 personnes ont été inscrites dans la colonne «première langue parlée et encore comprise». Mais suffit-il d'entendre et de percevoir encore quelques mots de français – du genre «bonjour, merci!» – pour être recensé parmi la population de langue maternelle française? Poser la question c'est y répondre. On ad-

met dès lors que toutes les interprétations sont permises, même celles qui prétendent que le français fait des progrès au Canada.

Sur 953 000 Canadiens hors Québec que l'on considère de langue maternelle française au Canada en 2001, il y en avait

493 000 en Ontario et 237 000 au Nouveau-Brunswick. Il ne reste donc au total que 223 000 «supposés francophones» dans les autres provinces et territoires canadiens. Quand on soustrait le Québec, l'Acadie et les quelques secteurs de l'Ontario français, les forces francophones canadiennes se

question qui permettait de connaître l'origine ethnique véritable de la population, c'est-à-dire sa composition structurelle fondamentale. En vérité, on a modifié la question en donnant la possibilité à tous de se déclarer, le cas échéant, d'origine ethnique canadienne, et même québécoise, pour quoi

Qui nous dira la vraie raison de cette nouvelle façon de faire?

Le temps des promesses et des illusions

Dans de grandes et vibrantes envolées patriotiques, tous les nationalistes ont, un jour ou l'autre, entonné un hymne de reconnaissance à la gloire des minorités. Puis vint le moment malheureux où René Lévesque, faisant allusion à ces minorités hors Québec, commit l'imprudence de parler de «dead ducks». C'était avant que Jean Chrétien tente de nous convaincre qu'il n'y avait pas lieu de paniquer devant l'assimilation.

Qui se souvient encore de ces voyages de fraternité organisés dans l'Ouest canadien par le Comité de la Survivance française en Amérique sous les auspices, entre autres, du *Devoir* et de M. Omer Héroux.

Il est loin ce temps où l'*intelligentsia* du Québec, Église en tête, poussait les Québécois à migrer vers les riches et fertiles provinces des Prairies. Non seulement fallait-il freiner l'exode vers les États-Unis mais il fallait consolider la position de l'Église catholique dans l'Ouest. Les évêques de l'Église catholique de l'Ouest n'avaient d'autre choix que de recruter leurs ouailles au Québec ou de «faire du rapatriement» à partir de la Nouvelle-Angleterre. C'est sur une pressante requête de Mgr Alexandre Taché, alors archevêque de Saint-Boniface, que les évêques du Québec rédigèrent, le 23 octobre 1871, une lettre épiscopale qui fut lue du haut de la chaire dans toutes les églises du Québec encourageant les départs vers l'Ouest...

«La création de la province de Manitoba offre un avantage réel à ceux qui n'aiment pas le défrichement des terrains boisés, et qui pourtant voudraient s'éloigner de la paroisse qu'ils habitent. Il n'est pas nécessaire de passer la frontière pour trouver les riches prairies de l'Ouest. Notre pensée n'est pas de demander aux paisibles et heureux habitants de la province de Québec de changer une position certaine et avantageuse pour les incertitudes et les risques d'une immigration lointaine, mais s'il en est auxquels il faut un changement et auxquels il répugne de s'imposer les rudes labeurs de bûcherons,



En 1986, Gérard Paradis, venu de Saint-Hyacinthe à Falher, était le plus gros apiculteur au Canada. Photo : Gilles Boileau

réduisent à un plus que faible 2%. La francophonie canadienne hors Québec devient presque un mirage, du moins une grande et belle illusion.

La comparaison avec 1951 est éloquent. Il y a 50 ans, il y avait au Canada, 30,8% de la population qui était recensée comme étant d'origine ethnique française. En un demi-siècle, de 1951 à 2001, on est passé de 30,8 à 22,7. Doit-on alors, comme le Premier ministre du Canada le suggère, considérer cette situation comme normale ou inévitable? Avons-nous de bonnes raisons de nous réjouir et de croire aux lendemains qui chantent?

En 50 ans, la situation a dramatiquement changé. Les conditions de survie des Canadiens français sont même en voie de devenir tragiques, sauf pour ceux que l'assimilation ne gêne pas.

Les responsables du recensement fédéral national ont supprimé, en 2001, la

pas! Impossible maintenant de remonter à la source du peuplement et d'en connaître les souches véritables et authentiques.

Ainsi, un M. Antonio Rossi (ce n'est qu'un exemple), né au Québec en 1965, d'un père arrivé d'Italie en 1955, peut se déclarer d'origine canadienne, voire même d'origine canadienne et d'origine italienne à la fois, la double déclaration d'origine étant permise. De cette façon, on ne pourra plus jamais connaître la véritable composition ethnique du Canada pas plus d'ailleurs que les Canadiens français pourront évaluer leur force et leur nombre. Impossible alors de prévoir et de préparer l'avenir...

Déclarer avoir une double origine ethnique c'est reconnaître qu'un enfant peut avoir deux pères. Lors du recensement de 1951, «l'origine d'une personne était établie d'après la langue parlée de cette personne ou par l'ancêtre paternel lorsqu'il arriva sur le continent».

à ceux-là, Monsieur le Curé, veuillez bien indiquer la Province de Manitoba».

C'était avant la création de l'Alberta et de la Saskatchewan. En Alberta, le cadastre de la région de Rivière-la-Paix n'ayant été établi qu'entre 1905 et 1910, ce n'est qu'en 1912 qu'un premier contingent de Canadiens français venant du Québec put s'y fixer. Le peuplement canadien-français s'y disperse le long de l'ancien parcours de la voie ferrée du Northern Alberta Railway (aujourd'hui Mackenzie Northern Railway) depuis Jousard sur les rives du Petit Lac des Esclaves, jusqu'à Spirit River, au nord-ouest, avec une pointe avancée vers le nord en direction de la ville de Peace River, le tout affectant la forme grossière d'un triangle. En réalité, bien que l'on retrouve des francophones disséminés aux quatre vents à l'intérieur de ce vaste espace, c'est avant tout à l'intérieur du «municipal district» de Smoky River qu'on les retrouve, et surtout dans les quatre agglomérations de **McLennan, Donnelly, Falher et Girouville**.

L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), pour sa part, estime que la région de Rivière-la-Paix regroupe 14 municipalités: Donnelly, Falher, Girouville, McLennan, Guy, Jean-Côté, Marie-Reine, Saint-Isidore, Tangent, High Prairie, Peace River, Valleyview, Spirit River et Grande Prairie. C'est là, à notre avis, une définition exagérément optimiste. Bien entendu, il y a des francophones dans chacune de ces localités mais leur nombre et leur importance n'est sensible que dans les quatre premières. Cette perception fait malheureusement partie de la grande illusion de la survivance...

de cette petite communauté. Et pourtant elle a gagné 30 personnes entre 1996 et 2001, soit 5 points en pourcentage. Mais c'est loin d'être suffisant pour assurer sa position et garantir sa pérennité.

En dehors de ce bloc français, les villes les plus rapprochées abritent une bien faible minorité de langue française. Dans les neuf villes de Fairview, Peace River, Grande Prairie, High Prairie, High Level, Valleyview, Jousard, Dawson Creek, Slave Lake, 1 910 habitants déclarent avoir le français comme langue maternelle et le comprendre encore... soit 2,5% du total.

C'est en 1912, avons-nous dit, que quelques hardis et courageux missionnaires oblats de Marie-Immaculée, se sont amenés dans la région avec un premier contingent de colons-pionniers venant entre autres du pays de Charlevoix. Les Pères Giroux, Falher et quelques autres, à partir de ce moment, ont gravé leur nom sur la carte.

sement naturel soutenu et une immigration légère mais continuelle. C'est en 1953 que la dernière vague est arrivée avec la fondation de Saint-Isidore. C'est cette histoire qu'il faudrait surtout raconter, en raison de son caractère, de ses objectifs, sans oublier la grandeur d'âmes de ceux et celles qui y ont participé. Leur aventure périlleuse, devenue avec le temps une entreprise modèle, devrait s'ajouter aux plus belles pages de l'histoire du Canada français. Les gens de Saint-Isidore ont participé eux aussi, à leur façon, à la pénétration et à la mise en valeur du continent nord-américain par les Canadiens français. Ils sont dans la lignée des Jolliet et La Vérendrye.

La petite ville de Falher, avec ses 1 000 habitants, est le centre névralgique de ce bloc francophone et rural.

D'abord parcourue par Alexander Mackenzie entre 1789 et 1793, la région fut aussi traversée par quelques chercheurs



POPULATION DE LANGUE FRANÇAISE DANS RIVIÈRE-LA-PAIX EN 2001

	Population totale	Francophones	Pourcentage
Donnelly	380	230	61 %
Falher	1040	700	67 %
Girouville	305	165	54 %
McLennan	770	160	21 %
Smoky River	2495	1255	50 %

Ce tableau est éloquent dans sa simplicité. Point n'est besoin de longues explications pour bien montrer toute la fragilité

Une tellement belle histoire

Les effectifs se sont maintenus et ont augmenté durant ce temps grâce à un accrois-

En 1957, chez Paul Lavoie, de Saint-Isidore, déjà le troupeau avait belle allure. Photo : Gilles Boileau

d'or en route pour le Klondyke, à la fin du siècle dernier. C'est au cours de l'été de 1912 que les racines canadiennes-françaises s'enfoncèrent dans la riche argile de Rivière-la-Paix quand le Père Jean-Baptiste Giroux, des Oblats, y débarqua avec quelques dizaines de valeureux pionniers. C'est à sept kilomètres au sud du village de

Donnelly que ces intrépides colons érigèrent une croix sur laquelle chacun grava son nom au couteau. C'était le symbole de leur foi, mais surtout de leur espérance.



Les paroissiens de Girouxville sont fiers de leur église. Photo : Gilles Boileau

Des centaines de familles arrivèrent au cours des années suivantes, en groupe ou isolément. La dernière arrivée collective remonte à 1953 alors que les familles de MM. Paul Robert, Ovila Morrissette, Jules Fortin, Antoine Bouchard, Paul-Arthur Fortin, Valère Grenier et Philippe Lavoie quittèrent le Lac-Saint-Jean pour venir *faire de la terre* dans la région de Rivière-la-Paix. Dernières arrivées dans le cadre de ces migrations organisées dans un but nationaliste et apostolique, ces familles furent véritablement les fondateurs de la petite paroisse de Saint-Isidore devenue aujourd'hui l'une des communautés les plus dynamiques et les mieux structurées de toute la région de Rivière-la-Paix et même du nord de l'Alberta.

À 500 kilomètres au nord d'Edmonton, la région de Rivière-la-Paix est la plus importante zone d'exploitation humaine située au-delà du 55° degré de latitude nord. Dans ce coin reculé et isolé de l'Alberta, une poignée de Canadiens français se sont hissés, en l'espace de deux générations seulement, au niveau des meilleurs agriculteurs du pays. Pourtant, ils habitent un territoire comparable, en latitude, à

celui du sud de la baie d'Hudson. Fort heureusement, d'importants facteurs climatiques régionaux, comme l'ensoleillement et la longueur du jour d'été, ont doté la ré-

gion d'un climat propice à la culture des céréales. Il faut aussi ajouter la qualité particulière du sol et le régime des précipitations.

Les Canadiens français de la région de Rivière-la-Paix forment sans aucun doute l'une des minorités francophones les mieux connues et surtout l'une des plus homogènes du Canada. Venant du Québec pour la plupart, ces pionniers ont répondu à l'appel pressant de l'Église qui les invitait à collaborer à l'établissement, dans l'Ouest canadien, d'une civilisation basée sur la famille, la foi et la langue. Ils n'en avaient que plus de mérite, compte tenu du milieu anglo-saxon où ils étaient plongés dès leur arrivée dans cet Alberta septentrional.

En 1950, Monseigneur Henri Routhier, alors évêque coadjuteur de Grouard, invitait encore...

«les seuls colons qui rêvent d'un idéal de vertu et de travail, et recherchent un mode de vie remplie de bonheur familial plutôt que de l'exploitation d'une terre généreuse en vue de l'argent qu'ils en retireront».

S'ils n'ont pas connu le divorce entre leur foi et leur culture, les Canadiens

français de Rivière-la-Paix ont vite su, par contre, s'adapter à leur nouveau milieu socioéconomique. Leur idéal d'autrefois s'est calqué sur la réalité d'aujourd'hui, au point que ces agriculteurs ont vite maîtrisé ce nouveau milieu. Cette réalité, c'est celle d'une riche et très fertile région agricole aux argiles lourdes de promesses et dont les rendements en céréales sont parmi les plus élevés au pays. Toutefois, en raison du caractère monovalent de cette grande culture, l'économie de la région n'a pu se diversifier autant que souhaité, de sorte que l'espace économique de la collectivité francophone ne s'est guère agrandi et est toujours incapable d'intégrer, comme on le souhaitait autrefois, une partie de l'excédent naturel de la population.

Dominés et victimes à la fois d'une monoculture hautement mécanisée, les Canadiens français de Rivière-la-Paix voient leurs rangs éclaircis régulièrement par une émigration continue, inévitable et importante. Les fils et les filles de ces exploitants se sont dispersés entre Edmonton, Calgary et Vancouver. Certains sont venus s'établir au Québec.

Parcourant en 1986 déjà la région avec une dizaine d'étudiants, nous avons fait halte à Saint-Isidore, à quelques kilomètres au sud-est de la ville de Peace River —là où débute la grande route menant à Yellowknife et aux Territoires du Nord-Ouest— Philippe Lavoie et les siens y possédaient alors en commun 8 000 acres de terre consacrée à la culture des céréales ainsi qu'un troupeau de 425 vaches.

Un peu plus au sud, dans les limites de la paroisse de Girouxville, Henri-Paul Blanchette et ses deux garçons venaient de faire l'acquisition de deux nouvelles moissonneuses-batteuses des plus perfectionnées et de deux puissants tracteurs dont ils avaient besoin afin d'exploiter avec encore plus d'efficacité leurs 22 quarts de section, soit une superficie totale de 3 250 acres.

Ces deux agriculteurs canadiens-français, originaires du Québec, constituent sans aucun doute un incontestable exemple de réussite, susceptible de faire rêver bien des exploitants de la Belle Province, où la superficie des terres et le volume des récoltes

ne sont en rien comparables au patrimoine agricole de la région de Rivière-la-Paix.

Même si cela peut paraître incroyablement à première vue, les propriétés agricoles de MM. Lavoie et Blanchette, avec leurs 11 520 acres de terre, représentaient une superficie égale à celle de 72 fermes de la vallée du Richelieu ou à celle de 103 fermes du comté de Deux-Montagnes.

Les compagnons de Saint-Isidore

C'est encore et toujours dans cet esprit de conquête et d'expansion qu'est venue la Recrue de 1953. Mais les hommes et les femmes de 1953 étaient aussi animés par le souci de réussir leur vie et d'assurer l'avenir de leurs enfants sur des terres de qualité. La création de la paroisse de Saint-Isidore est la plus belle illustration de ces principes.

Quelle merveilleuse histoire! Dans l'album-souvenir (1978) soulignant le 25^e anniversaire de fondation de la paroisse de Saint-Isidore, à une quinzaine de kilomètres de la ville de Peace River, il suffit de quelques lignes pour nous mettre dans l'ambiance...

*Il y a vingt-cinq ans
Des gens du Lac Saint-Jean
Venaient courageusement
S'établir dans la grande forêt
Y travailler sans délai
Dans un coin de Rivière-la-Paix*

En se mettant sous la protection de saint Isidore, patron des laboureurs, les fondateurs de la nouvelle paroisse annonçaient leur programme. L'Église et la Terre allaient être les deux phares qui guideraient leurs pas et illumineraient leur vie.

Cette fondation s'inscrit en réalité dans la lancée du Congrès national de colonisation tenu à Boucherville en novembre 1946.

Après avoir rappelé que *«l'épiscopat de cette province a toujours favorisé une colonisation intensive et prêché la conquête des terres nouvelles et n'a rien épargné pour y entraîner notre population»*, et souligné que *«nous sommes menacés d'une vague d'immigration qui ne nous apportera pas des hommes de notre foi et de notre*

langue», le P. Joseph-Papin Archambault, un jésuite, a rappelé que *«la Providence avait donné au peuple canadien-français une mission à accomplir et un rôle à jouer en terre d'Amérique»*.

Trois jours durant, conférenciers laïques et ecclésiastiques ont prononcé de vibrants et convaincants plaidoyers en faveur d'un nouveau plan de conquête du sol canadien. Ils prenaient la relève, en quelque sorte, de Mgr Bourget, du curé Labelle et de dizaines de zélés missionnaires-colonisateurs.

Présent au congrès de Boucherville, le P. Paul-Émile Breton, rédacteur du journal albertain *La Survivance*, fait l'éloge des terres de l'Alberta et des possibilités d'établissement qu'il juge illimitées. Il ajoute... *«Il y a actuellement de magnifiques achats à faire un peu partout pour les Canadiens français qui pourraient disposer de capital. Par ailleurs il est urgent de reconquérir le terrain perdu. En deux régions nous sommes menacés par l'envahissement*

de civilisation commencé il y a 300 ans sur les bords du Saint-Laurent». Le témoignage devenait supplique.

Montant à son tour à la tribune, le P. Louis-Marie Parent, un oblat, intervint à titre de missionnaire-colonisateur du vicariat apostolique de Grouard, c'est-à-dire la région de Rivière-la-Paix. Après avoir rappelé lui aussi les immenses richesses agricoles des Prairies, il appelle de tous ses vœux une *«stratégie nationale de colonisation»*. Avant de rappeler qu'il y avait à ce moment 6 000 Canadiens français catholiques à Rivière-la-Paix (ndlr: ce dont nous doutons), le conférencier insiste sur l'esprit de sacrifice et l'esprit chrétien que devront manifester les aspirants migrants.

Entre le godendard et le bénitier

La fin des débats fut marquée par la fondation d'un organisme d'établissement national. Ce fut la Société canadienne d'établissement rural (SCER). On adopta aussi quatorze résolutions. C'est à Mgr Philippe



Dans le petit cimetière de la mission de Grouard, quelques discrètes pierres tombales rappellent l'œuvre missionnaire des Oblats. Photo: Gilles Boileau

russe et allemand». En conclusion de son témoignage, il insiste sur l'urgence *«de nous étendre à l'extérieur avant que les étrangers ne s'emparent de la place»*. Il souhaite que ces nouveaux colons puissent poursuivre *«le travail d'évangélisation et*

Perrier, vicaire général de l'archidiocèse de Montréal, qu'il revint de prononcer le mot de la fin. Après avoir rappelé que l'Église s'était toujours montrée l'amie de l'agriculture et de la colonisation – Mgr Bourget n'avait-il pas fondé en 1871 la Société de

colonisation de la province de Québec—l'éminent prélat, après avoir évoqué également les sacrifices de Maria Chapdelaine, souhaite «la collaboration la plus intime entre l'Église et l'État pour développer la colonisation». Une sorte d'alliance entre le godendard et le bénitier... Le digne ecclésiastique conclut son intervention en ces termes:



La rivière la Paix, puissante et silencieuse. Photo: Gilles Boileau

«Le bon sens de notre peuple ne se trompe pas, et dans l'humble prêtre qui a fondé la mission minuscule devenue en quelques années la paroisse éminemment prospère, il reconnaît le bienfaiteur traditionnel, l'héritier des générations sacerdotales qui, dures à la besogne, insoucieuses du labeur, ont sauvé sur nos bords la race forte parce que catholique et française».

L'influence et l'action de la nouvelle Société canadienne d'établissement rural touchent le Saguenay. C'est dans cet esprit de rayonnement et de conquête que la direction de l'U.C.C. régionale (l'Union catholique des cultivateurs devenue U.P.A. en 1972) décide de répondre à l'appel lancé à Boucherville, d'autant plus qu'il y a autour du lac Saint-Jean et au Saguenay des paroisses où il n'y a plus de bonnes terres disponibles. Et les enfants à établir sont nombreux ou le seront avant longtemps. C'est l'aumônier, l'abbé Gérard Bouchard, qui se fait l'infatigable propagandiste d'une fondation en Alberta. En 1962, il écrivait...

«Au cours de l'été '52, l'U.C.C. du Saguenay envoie, sur mes instances, une mis-

sion officielle de reconnaissance à Rivière-la-Paix; elle prend connaissance, sur plan et sur place, du projet "Saint-Isidore" qu'elle adopte en principe et s'engage à réaliser. Louis-Joseph Laberge est désigné pour se rendre sur place et mettre le projet au point pour sa mise en œuvre en 1953».

La *Société des Compagnons de Saint-Isidore* est fondée le 4 mars 1953. C'est à elle que reviendra la lourde responsabilité de mener à bon port cette noble entreprise. Elle devra, entre autres, concocter un plan de conquête et d'aménagement du territoire, mais elle devra, en premier lieu, trouver le moyen de s'approprier les terres convoitées sans trop faire de bruit dans la région. En effet, la venue d'un groupe de nouvelles familles de langue française aurait pu susciter quelques réactions hostiles dans le milieu environnant. C'est Louis-Joseph Laberge qui réussira, avec discrétion et habileté, à prendre une option sur la vaste ferme Thompson... sans éveiller les soupçons des voisins. C'est sur ces terres que naîtra la nouvelle paroisse de Saint-Isidore.

Louis-Joseph résumera en quatre points les objectifs des nouveaux colons: établir des familles rurales sur de bonnes terres, créer une communauté solidaire et collégiale, apporter un témoignage de civilisation et d'humanisme, enfin dresser tous ensemble un plan de conquête et d'aménagement.

Il faudra raconter un jour tout ce que ces «émigrants» ont vécu entre le moment où ils ont d'abord songé à migrer vers Rivière-la-Paix et celui où ils ont pu emménager à Saint-Isidore. La maison? La terre? Les bâtiments de ferme? La machinerie? Les animaux? Que faire avec tout ça? Le déplacement de la famille? Le transport des biens essentiels? Une belle histoire à raconter, mais une histoire dure à vivre.

Quoiqu'il en soit, un premier groupe d'agriculteurs descend du train à Girouville le 23 mars 1953, suivi d'un second quelques jours plus tard: avec leur famille, Jules Fortin, Paul Robert, Arthur Fortin, Antoine Bouchard, Philippe Lavoie, Ovila Morrisette et Valère Grenier ont marqué à leur façon l'histoire du Canada français.

Cette épopée des Sept compagnons de Saint-Isidore partant du Lac-Saint-Jean pour Rivière-la-Paix en 1953 n'est pas sans rappeler le geste de la Société des Vingt-et-un qui avaient quitté Charlevoix pour le Saguenay cent quinze ans plus tôt, en 1838. Bon sang ne saurait mentir!

Tous s'installèrent temporairement à Girouville. Sans perdre de temps, on visite le territoire convoité. Il faut penser à tout: choix des terres, choix des cultures, orientation de la production, construction et localisation des bâtiments, où sera le village, où sera l'école, et les chemins... et le matériel aratoire? les animaux? les ateliers? l'approvisionnement en eau et en biens de nécessité courante! C'est une vie qu'il faut préparer, c'est aux enfants qu'il faut penser! Louis-Joseph lève un voile sur l'esprit qui doit animer le groupe...

Une vision d'avenir

«Après de nombreuses séances d'études sur le sujet, les chefs de famille font, dans un excellent esprit, le choix de la terre qui deviendra leur propriété. Quatre prennent des terres défrichées, trois des terres non défrichées, en vue des accrus à venir. Deux familles vont se liter en plein bois, sur le chemin à peine ouvert vers l'est, à deux milles des autres, pour sauvegarder les exigences de la stratégie du peuplement, en fonction surtout de la conquête et des institutions à établir: école, église, magasins...»

On insistera jamais assez sur l'abnégation tout à fait exemplaire de ces familles. Elles ont dû se répartir sur le territoire en songeant à l'avenir, en tenant compte des lois de l'Alberta autorisant la création d'écoles françaises et catholiques. Pour avoir leurs écoles, ils devaient se répartir et non s'agglomérer. Ils ont eu raison. Pendant de nombreuses années, les gens de Saint-Isidore ont vécu suivant des principes de communautarisme et de coopération intense, dans un climat de confiance et de responsabilisation collective. Dans les débuts, on partageait le troupeau et la grosse machinerie et la direction de l'entreprise était confiée à un des leurs qui jouait, avec l'accord de tous, le rôle délicat de «gérant». M. Fernando Girard avait la confiance de tous.

Cinquante ans plus tard, Saint-Isidore existe toujours et on y vit fort honorablement. La plupart des objectifs fixés à la fondation ont été atteints, mais il a fallu affronter la réalité: tous ne peuvent demeurer dans la région. L'autarcie est impossible. Mais l'esprit du début subsiste toujours.

À Saint-Isidore, vivent maintenant les arrière-petits-enfants de ceux et celles qui sont arrivés en 1953. C'est en quelque sorte une quatrième génération. Les pionniers sont presque tous disparus, une partie des enfants qui étaient arrivés avec leurs parents en 1953 sont toujours sur place et sont même au seuil de la retraite. Quelques-uns ont un conjoint anglophone. Ceux de la troisième génération, les petits-enfants, sont en partie demeurés et ont trouvé leur place dans la société locale et régionale pendant que grandit la quatrième génération.

La situation économique de la collectivité est excellente. Le sol est toujours la propriété des descendants des pionniers, les surfaces ne cessent de grandir et les exploitations ont revêtu la forme d'entreprises familiales. Ces entreprises agricoles s'accompagnent parfois d'une activité industrielle complémentaire de l'agriculture. Chez Lavoie & Fils, il y a 400 vaches laitières et des milliers d'acres de céréales. La coopérative locale a pris une expansion considérable et a étendu ses tentacules en trois lieux différents, devenant la plus importante distributrice de produits de con-

ditionnement de l'agriculture de la région.

Depuis leur arrivée dans Rivière-la-Paix, en 1912, les Canadiens français n'ont cessé de lutter pour le respect de leurs droits religieux et linguistiques. Ils ont reçu l'aide inestimable, entre autres, des Oblats de Marie-Immaculée et des religieuses de la Congrégation de la Sainte-Croix. Leur survivance a été assurée et ils en sont rendus maintenant à assurer non seulement le maintien mais l'épanouissement de leur culture francophone. La route a été difficile et plusieurs sont tombés tout au long du parcours, mais personne n'a l'autorité morale pour leur «donner des leçons» ou leur adresser le moindre reproche.

Il est dommage que ceux qui devraient le faire ne traitent pas les noyaux francophones hors Québec aussi bien que la minorité dominante établie au Québec. Louis Riel serait-il mort en vain?



Louis-Joseph Laberge présente la «charrue-à-couper». Photo: Gilles Boileau

À force de lutter, les Canadiens français de Rivière-la-Paix peuvent maintenant avoir leurs écoles. Depuis mars 1994, l'Alberta a donné le droit aux francophones de gérer leur propre système d'éducation et elle a créé le Conseil scolaire du Nord-Ouest N° 1, dont la juridiction couvre l'espace compris entre les régions de Grande Cache et Slave Lake au sud et la frontière des Territoires du Nord-Ouest au nord.

Il existe maintenant trois écoles francophones dans la région de Rivière-la-Paix: l'école Héritage, à Falher; l'école Nouvelle-Frontière, à Grande-Prairie et l'école Qua-

tre-Vents de Peace River. Et quand on songe que c'est à Saint-Isidore qu'on a ancré le siège social de ce Conseil scolaire du Nord-Ouest, on mesure toute la distance parcourue depuis l'arrivée des sept familles de 1953. Mais déjà à ce moment, souvenons-nous en, ils avaient accepté de s'isoler partiellement et de se répartir sur le territoire de façon à ce que, plus tard, on reconnaisse qu'ils avaient droit de recevoir un enseignement dans leur langue. Ils ont été habiles mais surtout courageux et fidèles à eux-mêmes et à leur culture.

Qui aurait cru qu'un jour les cinq membres d'un conseil scolaire du Nord de l'Alberta auraient nom... Monfette, Anctil, Laurin, Normandeau et Paradis. Et que la directrice générale serait confiée à une dame Bourassa! Quelle leçon! Et surtout qui aurait imaginé qu'un jour nos compatriotes pourraient assurer à leurs enfants

un programme d'enseignement entièrement en français, de la 1^{re} à la 12^e année. Est-il nécessaire d'ajouter que c'est encore à Saint-Isidore qu'a été érigé le Centre culturel francophone régional.

Il faudrait aussi parler de la radio communautaire francophone qui s'est installée en trois points différents. Peut-être cela a-t-il été réalisé en songeant avec un grand regret – et sans doute une juste colère – à cette époque où les francophones, desservis par Radio-Canada, avaient droit à six heures de français par semaine... dont la messe du dimanche et le hockey du samedi soir.

Faisant le bilan de ces années de lutte, Louis-Joseph Laberge – celui qui en 1953 était venu le premier reconnaître et prendre possession du terrain – écrivait quelques mois avant de nous quitter... «*En dépit d'adaptations nécessaires, l'idéal du début s'est transmis jusqu'à aujourd'hui*». À Rivière-la-Paix, on doit beaucoup à Louis-Joseph. Doué d'une clairvoyance remarquable, il était avant tout un homme généreux, doté de vastes connaissances qu'il a mises sa vie durant au service d'une «cause», celle des Canadiens français dans l'Ouest canadien, mais surtout celle des gens avec qui il était lui-même arrivé en ces lieux en 1953 et qu'il n'avait jamais plus quittés. Et pourtant, Louis-Joseph avait toujours le lac Saint-Jean bien ensouché au fond de son cœur. Il faut lui rendre hommage car sans lui, la communauté francophone de Rivière-la-Paix n'aurait peut-être pas la force qu'on lui connaît aujourd'hui. Une de ses plus grandes qualités était d'être là quand on avait besoin de lui et surtout d'avoir une juste vision des problèmes. Il était alors possible de trouver les bonnes solutions.

Merci à Louis-Joseph

J'ai connu Louis-Joseph en 1957, au mois de juillet, en plein dans les vacances d'été. Il n'était que six heures du matin quand je descendis du *Northern Alberta Railway*, à Girouxville. À une dizaine de mètres du quai de la gare, Louis-Joseph m'attendait... une paire de bottes sous le bras. J'ai vite découvert l'homme et le pays. Après m'avoir laissé m'embourber dans le *gumbo*, c'est avec son large et légendaire sourire qu'il me tendit les bottes salvatrices. J'avais tout compris: la prévoyance et la générosité de mon hôte et surtout la place que tenait la «terre» dans cette région de Rivière-la-Paix. Une terre riche et féconde, à la mesure des hommes qui la mettaient en valeur, mais une terre qu'il fallait respecter et à laquelle il fallait souvent obéir.

Près de cinquante ans plus tard, je n'ai pas oublié et je n'oublierai jamais que c'est à Louis-Joseph que je dois la connaissance de larges pans de l'histoire du pays. Et au moment où je terminais la lecture de *Mistouk*, ce merveilleux roman d'inspira-

tion historique de Gérard Bouchard, je me remettais en mémoire toutes ces heures et tous ces jours passés en compagnie de cet homme de cœur, de foi et de persévérance.

Dans son dernier chapitre, l'auteur de *Mistouk* raconte que l'un des personnages de son roman recommanda à ses enfants, dans son testament... «*de toujours se rappeler qu'ils étaient Canadiens français et que, en cette qualité, ils ne devaient jamais enfreindre les règles de l'honneur*». Louis-Joseph ne l'oublia jamais et cette maxime était en réalité le phare qui le guida toute sa vie. Et ce qui me fait réfléchir encore davantage et m'émeut profondément, c'est que tous les héros de ce roman appartiennent au même «pays d'origine» que Louis-Joseph: le Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Je suis allé plusieurs fois dans la région de Rivière-la-Paix. J'y avais même amené une dizaine de mes étudiants en 1986. Ils voulaient voir si cette région était aussi belle et aussi riche que je ne cessais de leur dire. Ils ne furent pas déçus. Ils furent même conquis eux aussi. J'ai revu Louis-Joseph en avril 1999 alors qu'il était venu au Lac-Saint-Jean à l'occasion de réjouissances familiales. Nous avons élaboré un grand projet: raconter dans un livre ses 50 ans dans Rivière-la-Paix afin que chacun sache la dimension de tous ces pionniers qui, à son exemple, s'étaient donné comme mission d'élargir le territoire de la francophonie canadienne.

Le temps a manqué, Louis-Joseph est décédé le 23 juin 2001. Mais je prendrai une partie de celui qui me reste pour m'acquitter honnêtement et avec amour de cette dette envers lui et tous ceux et celles qui comme lui ont donné au pays – et aux Québécois en particulier – une si belle leçon de courage, d'honneur et de fierté. En vérité je commence aujourd'hui...

C'est à compter de cet été de 1957 passé dans Rivière-la-Paix, en compagnie de Louis-Joseph et de Simone, que j'ai amorcé cette profonde réflexion et surtout cette longue marche qui m'ont finalement amené à une carrière d'universitaire. C'est en grande partie grâce aux hommes et aux femmes qui, il y a fort longtemps déjà, avaient quitté leur Québec pour aller

s'établir dans l'Ouest et y «faire de la terre» que j'ai commencé à mieux mesurer l'importance des «valeurs humaines» aussi bien dans la conquête et la mise en valeur d'un territoire que dans sa propre conquête intérieure.

Bien entendu, on ne résume pas en quelques lignes les œuvres qui ont marqué la vie d'un homme comme Louis-Joseph. Mais on peut toutefois affirmer sans crainte que c'est parce qu'il avait une foi inébranlable en la cause qu'il défendait qu'il a pu pendant un demi-siècle travailler au développement de la région francophone de Rivière-la-Paix et au mieux-être de ses compatriotes. Si Louis-Joseph et Simone ne m'avaient pas si généreusement et si affectueusement accueilli en juillet 1957, ma vie et ma carrière n'auraient pas été ce qu'elles ont été, permettez-moi de le dire ici. Ceci n'est pas un aveu, mais plutôt un témoignage de reconnaissance et de profonde amitié envers Louis-Joseph et sa compagne. Louis-Joseph Laberge n'aura jamais reçu aucune médaille tant de Québec que d'Ottawa, ni du Vatican... Il n'a été créé ni chevalier ni grand officier de quelque noble confrérie que ce soit mais plus que bien d'autres il aura mérité des siens qui en parleront longtemps et feront en sorte que son œuvre demeure.

Louis-Hémon écrivait dans *Maria-Chapdelaine*:

«*Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés... Ici toutes les choses que nous avons apportées avec nous, notre culte, notre langue, nos vertus et jusqu'à nos faiblesses deviennent des choses sacrées, intangibles et qui devront demeurer jusqu'à la fin... De nous-mêmes et de nos destinées, nous n'avons compris clairement que ce devoir-là: persister... nous maintenir... et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise: ces gens-là sont d'une race qui ne sait pas mourir... Nous sommes un témoignage*».

Dans l'histoire du Canada français, Rivière-la-Paix c'est aussi un témoignage. Ils sont arrivés en 1912. Ils y sont toujours, bien vivants et ils parlent encore français...